

II.- Le médecin du travail qui constate une contamination d'un travailleur par un ou des radionucléides lorsqu'il reçoit les résultats d'une de ses prescriptions, en informe l'employeur et le conseiller en radioprotection.

Sous-section 2 : Modalités spécifiques applicables aux professionnels de santé au travail, ainsi qu'aux services de prévention et de santé au travail et services de santé au travail en agriculture, assurant le suivi individuel renforcé d'un travailleur exposé aux rayonnements ionisants

R. 4451-88 Décret n°2023-489 du 21 juin 2023 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En application des dispositions du dernier alinéa de l'article **L. 1251-22**, le suivi individuel renforcé prévu à l'article **R. 4451-82** est assuré, à l'égard du salarié temporaire, par l'entreprise utilisatrice définie au 1° de l'article **L. 1251-1**.

Le médecin du travail de l'entreprise de travail temporaire est informé des résultats de ce suivi.

#### Paragraphe 1 : Suivi des travailleurs d'entreprises extérieures

R. 4451-85 Décret n°2018-437 du 4 juin 2018 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-Le médecin du travail assurant le suivi individuel de l'état de santé de travailleurs classés au sens de l'article **R. 4451-57** exécutant ou participant à l'exécution d'une opération dans un établissement comprenant une installation nucléaire de base bénéficie au préalable d'une formation spécifique et adaptée aux risques liés aux rayonnements ionisants.

II.-Un arrêté conjoint des ministres chargés du travail et de l'agriculture détermine :

- 1° Le contenu et la durée de la formation des médecins du travail concernés ;
- 2° La qualification des personnes chargées de la formation ;
- 3° Les modalités de formation et de vérification des acquis et les conditions de son renouvellement ;
- 4° Les conditions de délivrance de l'attestation.

#### Paragraphe 2 : Agrément des services de santé au travail

R. 4451-86 Décret n°2018-437 du 4 juin 2018 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-L'agrément du service de santé au travail prévu à l'article **D. 4622-48** tient compte du nombre de médecin du travail ayant bénéficié de la formation mentionnée à l'article **R. 4451-85**.

II.-Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, après avis du médecin inspecteur du travail, peut décider de déroger aux dispositions des articles **D. 4622-25** à **D. 4622-27** lorsque la répartition géographique des travailleurs bénéficiant du suivi individuel mentionné au I de l'article **R. 4451-85** le justifie.

R. 4451-87 Décret n°2018-437 du 4 juin 2018 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-Dans le cas où le service de santé au travail de l'entreprise extérieure ou le service de santé au travail auquel adhère cette entreprise n'est pas agréé pour assurer le suivi individuel de l'état de santé des travailleurs exposés aux rayonnements ionisants, celui-ci est exercé par le service de santé au travail de l'établissement pour le compte duquel cette entreprise intervient.

II.-Les modalités du suivi individuel mentionné au I sont précisées par un accord écrit conclu entre le chef de l'entreprise extérieure et le chef de l'entreprise utilisatrice. Le projet d'accord est communiqué pour avis aux médecins du travail de l'établissement et de l'entreprise extérieure. L'accord et les avis sont transmis pour information au directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.